



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

2025/12122025/18
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
076-267600450-20251212-12122025100-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025
Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



DÉLIBÉRATIONS

Le 12 décembre 2025 à 14h34 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

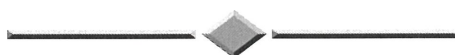
Étaient présents : Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentés : Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD
Madame Marie-Françoise MARCASSIN ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,

Étaient excusées : Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Amèle MANSOURI

Secrétaire de séance : Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 5 décembre 2025



DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/18
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251212-12122025100-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025

Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



18 RÉORGANISATION DES RÉSIDENCES AUTONOMIE CONSÉCUTIVE À LA CRÉATION DU SERVICE AUTONOMIE À DOMICILE (S.A.D.)

MESDAMES, MESSIEURS,

Le décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 relatif à la réforme des services autonomie à domicile applicable à compter du 1^{er} janvier 2026 implique une nouvelle organisation de travail pour les aides à domicile jusque-là rattachées au 4 résidences autonomies gérées par le C.C.A.S. de Rouen. Les agents seront désormais rattachés à l'encadrement du futur S.A.D. et transférés vers le nouveau service. Conformément au cahier des charges départemental, ils seront amenés à intervenir progressivement sur tout le territoire de Rouen et non plus seulement au sein des résidences autonomie en fonction des nouveaux contrats d'aide conclus.

Jusqu'à présent, les aides à domicile, en tant qu'agents des résidences autonomie participent à la continuité de service, contribuant ainsi à la sécurité des personnes et des biens par une présence du lundi au samedi de 8h30 à 20h30. La continuité de présence entre 20h30 et 8h30 toutes les nuits, et les dimanches et jours fériés de 8h30 à 20h30, est assurée par des gardiens vacataires.

La création de ce nouveau service et le transfert des aides à domicile ont donc un impact sur le fonctionnement des résidences autonomie.

Parallèlement à cela, la subvention d'équilibre versée par le C.C.A.S. aux résidences autonomie a augmenté ces dernières années et doit être contenue. Après un travail avec l'équipe des responsables des résidences autonomie et du Service Des Aînés, deux possibilités ont été envisagées :

- Réduire la présence des gardiens, en s'appuyant sur le système de téléassistance, donc en diminuant la réactivité des interventions d'urgence,
- Réduire le temps de travail des assistantes de convivialité en résidence de 1 ETP à 0.5 ETP.

Afin de garantir le maintien de la continuité de présence, la deuxième option est retenue, ce qui engendre des conséquences d'organisation sur l'ensemble des postes des résidences autonomies.

- Les agents polyvalents :

Les 8 agents polyvalents sont maintenus sur les 4 résidences autonomie et leur temps de travail consacré aux missions d'aide à domicile (1.95 ETP) est récupéré au bénéfice des établissements. Le maintien de 2 ETP d'agent polyvalent au sein de chaque résidence permet d'assurer la continuité d'activité 6 jours/7 de 8h20 à 20h30 du lundi au vendredi et jusqu'à 13h00 le samedi.

Pour ce qui est des modifications pour les agents, leur amplitude horaire en journée passera de 8h30-20h30 à 8h20-20h30 permettant ainsi un temps de transmission avec les gardiens de nuit en fin de journée et garantissant la continuité de présence.

Le cycle de travail des agents polyvalents reste à 36 heures hebdomadaire, avec 6 RTT, du lundi au samedi. Les plannings prévoient une alternance de deux semaines-type. Le samedi sera travaillé une semaine sur 2, de 8h20 à 13h, avec une demi-journée de repos le mercredi en alternance le matin ou l'après-midi. La continuité de présence du samedi après-midi sera assurée par du temps de gardien supplémentaire de 13h à 20h20.

Des chevauchements d'horaires entre l'agent polyvalent du matin et celui du soir sont prévus à raison de 4 jours par semaine pour des temps de réunion et de travail collectif ou partagé.

- Les gardiens :

L'amplitude horaire de nuit des gardiens passera de 20h30-8h30 à 20h20-8h20 pour permettre 10 mn de temps de transmission avec l'agent polyvalent présent jusqu'à 20h30.

DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/18
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
076-267600450-20251212-12122025100-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 18/12/2025
Publication : 18/12/2025
Pour l'autorité compétente par délégation



Un temps de gardien supplémentaire de 13h à 20h20 les samedis après-midi pour assurer la continuité de présence.

- Les responsables et les assistantes administratives :

Le transfert des agents aides à domicile vers le S.A.D. permet aux responsables et assistantes administratives de récupérer sur les résidences autonomie leur temps de travail dédié auparavant au service prestataire (récupération de 0.5 ETP pour l'ensemble des 4 responsables, et 0.3 ETP pour l'ensemble des assistantes administratives et assistante de convivialité). Leur cycle de travail reste inchangé.

- Les assistantes de convivialité :

Le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.) conclu entre le Département et le C.C.A.S. prévoit le versement d'un forfait autonomie pour répondre aux objectifs de prévention de la perte d'autonomie via le financement de postes d'assistantes de convivialité à raison de 0.5 ETP par résidence pour 1 ETP présent à ce jour dans chaque établissement.

Comme évoqué, la réforme du S.A.D. et le contexte budgétaire conduisent à la réduction de l'animation à hauteur du forfait autonomie versé par le Département soit 0.5 ETP par résidence.

Cette réduction conduit à la suppression d'un poste assistante de convivialité au 31 décembre 2025 et à la mutualisation d'1 ETP d'assistante de convivialité entre les résidences Saint-Filleul et Bonvoisin.

Le poste d'assistante de convivialité de la résidence Trianon, comprenant déjà des missions administratives, est transformé au 1^{er} janvier en poste mixte d'assistante administrative (0.5 ETP) et d'assistante de convivialité (0.5 ETP).

Pour la résidence La Rose des Sables, le 0.5 ETP d'assistante de convivialité exercé par l'actuelle responsable de coordination des animations est supprimé. Cette dernière, associée à la réflexion globale sur le projet, voit son poste évoluer vers une mission plus globale de coordination générale des animations pour les Aînés (comprenant toujours 0.5 ETP de coordination pour les résidences autonomie). Ce poste sera rattaché au Pôle Veille Sociale et Lutte contre l'Isolement. Il reste donc le 0.5 ETP d'assistante de convivialité déjà exercé par un agent, au sein de la résidence.

Toutes les assistantes de convivialité se sont vu proposer une rencontre avec la directrice du C.C.A.S. et la responsable des résidences autonomie afin d'être accompagnées dans ces changements d'organisation. La réorganisation a également été présentée aux résidents des 4 résidences autonomie.

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. est invité à approuver la réorganisation des résidences autonomie telle que présentée précédemment.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code Général de la Fonction Publique Territoriale,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L.312-1, L. 313-1-3 et L313-12,

DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/18
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
076-267600450-20251212-12122025100-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 18/12/2025
Publication : 18/12/2025
Pour l'autorité compétente par délégation



VU la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU l'Article 44 de la loi n°2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la Sécurité Sociale pour 2022,

VU la Loi n°2024-317 du 8 avril 2024 portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir et de l'autonomie,

VU le Décret n° 2016-696 du 27 mai 2016 relatif aux Résidences Autonomie et aux Établissements Sociaux et Médico-Sociaux pour personnes âgées,

VU le Décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 sur le fonctionnement des services autonomie à domicile,

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens 2025-2029 relatif aux résidences autonomie du C.C.A.S. de Rouen,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. du 26 septembre 2024 approuvant la constitution d'un Service Autonomie à Domicile pour regroupement du S.S.I.A.D. et du Service Prestataire d'Aide et d'Accompagnement à Domicile,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. du 27 juin 2025 approuvant le dossier de demande d'autorisation de création de Service Autonomie à Domicile,

VU la Délibération du 30 juin 2021 approuvant le règlement intérieur sur le temps de travail de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 12 décembre 2025 approuvant les modalités de fonctionnement et d'organisation du nouveau service d'autonomie à domicile,

VU l'Avis du Comité Social Territorial du 2 juin 2025 sur la présentation du cadre général du projet,

VU l'Avis du Comité Social Territorial du 11 décembre 2025 sur l'organisation du S.A.D. et des résidences autonomie,

CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. a l'obligation de constituer un S.A.D.,

CONSIDÉRANT que la création du S.A.D. entraîne le transfert des agents « aides à domicile » jusque-là exclusivement présents dans les résidences autonomie au dit service,

CONSIDÉRANT que ce transfert nécessite la réorganisation des résidences autonomie afin d'assurer la sécurité des personnes et des bâtiments par la continuité de présence,

CONSIDÉRANT que la subvention d'équilibre croissante versée aux résidences par le C.C.A.S. pèse sur le budget de ce dernier.

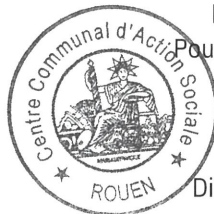
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À LA MAJORITÉ DE SES MEMBRES VOTANTS, autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à approuver la réorganisation des Résidences Autonomie du C.C.A.S. de Rouen telle que mise en annexe.

DÉLIBÉRATIONS

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

2025/12122025/18
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
076-267600450-20251212-12122025100-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 18/12/2025
Publication : 18/12/2025
Pour l'autorité compétente par délégation



POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation

Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Votants :

- contre : 0
- pour : 8
- abstention : 1

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.